



**DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
VILLE DE RIS-ORANGIS**

**ARRÊTÉ N° 2024/192
du mardi 11 juin 2024**

**Portant modification temporaire de la réglementation en matière
de circulation et de stationnement à l'arrière de l'Hôtel de Ville,
Place du Général de Gaulle, dans le cadre des élections
législatives des dimanches 30 juin et 7 juillet 2024**

Le Maire de Ris-Orangis, Conseiller départemental de l'Essonne,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213.1 à L.2213.6,

VU le Code de la Route, notamment les articles L 325-1 à L 325-13 ; R 411-1 à R 411-33 ; R 412-1 à R 412-43 ; R 417-1 à R 417-13,

VU le Code de la voirie routière,

VU le Code Pénal,

VU le Décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière,

VU le Décret n° 86-476 du 14 mars 1986 portant modification de l'article R26 du Code Pénal,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière et les textes subséquents le modifiant et le complétant,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie sur la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel en date du 6 mai 1992,

VU l'arrêté n° 2017/432 du mercredi 20 septembre 2017, portant réglementation de la circulation des véhicules et instituant une limitation à 30km/h des véhicules à moteur sur le territoire de la commune de Ris-Orangis,

VU l'arrêté n°2022/059 du 14 février 2022 portant réglementation des bruits et prévention des atteintes à la tranquillité,

VU le règlement communal de voirie,

CONSIDÉRANT la demande présentée par la Ville de Ris-Orangis pour interdire le stationnement à l'arrière de l'Hôtel de Ville, Place du Général de Gaulle, afin de réserver un parking pour les Présidents de bureaux de vote, à partir de 18 heures les samedis 29 juin et 6 juillet 2024 au dimanche minuit, pour les élections législatives des dimanches 30 juin et 7 juillet 2024,

CONSIDÉRANT qu'il convient de prendre toutes les dispositions pour assurer l'accessibilité à ce parking à ces heures,

CONSIDERANT qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules,

SUR proposition des Services Techniques Municipaux,

A R R È T E

ARTICLE 1^{er} : Autorisation.

Afin de permettre l'accès par la petite porte en bois située à l'arrière de l'Hôtel de Ville, des places de parking seront réservées aux Présidents des bureaux de vote, à partir des samedis 29 juin et 6 juillet 2024 à partir de 18 heures jusqu'à la fin des opérations de déroulement pour les élections législatives des dimanches 30 juin et 7 juillet 2024.

ARTICLE 2 : Signalisation et sécurisation.

Un barrièrage sera installé par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 3 : Stationnement.

Le stationnement des véhicules sera interdit et considéré comme gênant :

- du samedi 29 juin 2024 à partir de 9 heures jusqu'au dimanche 30 juin 2024 à minuit et,
- du samedi 6 juillet 2024 à partir de 9 heures jusqu'au dimanche 7 juillet 2024 à minuit.

Les services de Police seront chargés de l'enlèvement des véhicules en infraction, conformément aux articles L 325-1 à L 325-12 du Code de la Route.

ARTICLE 4: Affichage.

Le présent arrêté doit être affiché par le demandeur 48 heures minimum avant le début de chaque intervention.

ARTICLE 5 : Durée.

Le présent arrêté est applicable des samedis 29 juin et 6 juillet 2024 9 heures aux dimanches 30 juin et 7 juillet 2024 minuit.

ARTICLE 6 : Ampliation.

Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Commissaire de Police,
- Monsieur le Directeur de la Police Municipale,
- Madame la Directrice des Services Techniques et de l'Urbanisme.

Et toute autorité administrative et agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Ris-Orangis, le 11 juin 2024.

Le Maire certifie sous sa responsabilité

Le caractère exécutoire de cet acte :

Transmis en Préfecture
le : **26 JUIN 2024**
Publié le : **26 JUIN 2024**

Notifié le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours

Devant le Tribunal Administratif de Versailles

Dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.

Stéphane Raffalli
Maire de Ris-Orangis
Conseiller départemental de l'Essonne

